conduire par ses principes, mais a demandé pour d'autres raisons à être incinéré. Toutefois, pour juger s'il y a lieu d'avertir ou de ne pas avertir le moribond, le prêtre devra suivre les règles données par les auteurs approuvés, en tenant compte surtout du scandale à éviter.

“ On ne peut pas offrir “ publiquement ” le Saint-Sacrifice pour les défunts dont les corps ont été incinérés par leur faute, mais on peut le faire *privatim*.

“ Il n'est jamais permis d'ordonner ou de conseiller l'incinération. Mais la coopération matérielle (telle que celle des médecins, des fonctionnaires, des ouvriers employés au four crématoire) peut être tolérée, pourvu : a) que la crémation ne soit pas regardée comme un signe d'adhésion à la secte maçonnique ; b) qu'elle ne contienne rien qui, de soi, exprime directement et uniquement la réprobation de la doctrine catholique et l'approbation de la secte ; c) qu'il ne conste pas que les fonctionnaires et les employés catholiques sont contraints ou invités à cet office par mépris de la religion catholique. D'ailleurs, quoique dans différents cas on doive les laisser dans la bonne foi, il faut toujours les avertir de ne pas se proposer de coopérer à la crémation. ”

NOUVELLES RELIGIEUSES

LES *Acta Apostolicae Sedis* ont promulgué une concession du Souverain-Pontife qui intéresse un grand nombre de paroisses.

Il est d'usage d'ériger une croix pour conserver le souvenir d'une Mission et en rendre les fruits plus durables ; et, depuis longtemps, les évêques, en vertu de leur pouvoir ordinaire, ou le Saint-Siège, soit directement, soit par l'intermédiaire des